



**11ème édition du FRSIT :
L'espace étudiant pour la présentation
des instituts de formation
et des laboratoires.** Page 2

**COUPE JEUNESSE
UNIE DE NOUNA : Les
aigles du secteur 6
s'adjugent du trophée.**
Page 4

*L'information des campus et des centres de recherche pour le monde,
L'information du monde pour les campus et les centres de recherche*



Sciences-Campus Info

Science - Politique - Education - Société - Economie

Quotidien n°218 du jeudi 24 novembre 2016 / Tél: +226 76 60 97 21/ +226 25 37 36 39 BURKINA FASO

Quotidien numérique

- **Jobs Campus.** P. 13.
- **Activités du gouvernement.** P. 8.

VIE DES COMMUNES

Les travailleurs des collectivités territoriales de Banfora ont observés un sit-in de 48 heures

P.7

Région des Cascades



Les travailleurs des collectivités de Banfora.

Autorisation officielle n°1238/2016/CAO/TGI.OUA/P.F.



Célébration des 10 ans de l'Ecole Supérieure Polytechnique de Kaya

Les 03 et 04 décembre 2016

2006 - 2016
10 ans





11ème édition du FRSIT :

L'espace étudiant pour la présentation des instituts de formation et des laboratoires

Région du Centre

Débuté le 19 novembre 2016, la 11^{ème} édition du Forum National de la Recherche Scientifique et des Innovations Technologique se poursuit sur le site du FESPACO. A cette édition, une part belle est faite aux élèves et étudiants à travers un espace dénommé « étudiant ».

Assise devant son stand, SANKARA Assétou étudiante en master2 de chimie à l'université de Ouagadougou présente des extraits des plantes d'un laboratoire. Ces plantes contiennent des molécules, des métabolites secondaires qui sont responsables des couleurs des plantes ainsi que des fruits. Ces extraits sont d'une importance capitale car ils permettent de lutter contre les ravageurs et les champignons selon SANKARA Assétou. Elle invite par ailleurs ses camarades étudiants ainsi que les chercheurs à venir découvrir les innovations de son stand en particulier et l'espace étudiant en général.

Les responsables de l'Institut National Supérieur d'Ingénierie de Fada (INSIF)



SANKARA Assétou, expose les extraits de plante.



Hubert ZONGO, enseignant à INSIF.

La suite à la page 3.



UNIVERSITE

La suite de la page 2.

sont à l'espace étudiant pour faire connaître cette école. Créée en 2010, l'INSIF forme des ingénieurs en génie civil, minier et génie géologie. L'école dispose des équipements nécessaires pour la formation des étudiants a laissé entendre Hubert ZONGO, enseignant à INSIF.

Technologie Solaire Appliquée (TSA) est un institut de formation en énergie solaire à l'Université de Ouagadougou. Pour faire connaître cet institut au grand public, les étudiants occupent un stand à cette 11^{ème} édition du FRSIT. L'institut forme des techniciens, des ingénieurs de travaux et de conception dans le domaine du solaire. L'entrée à l'institut de formation en technologie solaire est conditionnée par un test. YASSIA BELEM étudiant en technologie solaire apprécie cette initiative du FRSIT car selon lui la plupart des visiteurs ignorent qu'au Burkina Faso et surtout à l'université de Ouagadougou il existe un institut qui forme des spécialistes en énergie solaire.

M'pempé Bernard HIEN pour SCI



YASSIA BELEM, étudiant en TSA.



Les extraits de plante.



COUPE JEUNESSE UNIE DE NOUNA : Les aigles du secteur 6 s'adjugent du trophée

Région de la Boucle du Mouhoun

La finale de la coupe Jeunesse Unie de Nouna s'est jouée ce samedi 19 novembre 2016. Après une course cycliste hommes et dames, la finale de la compétition en football a vu le sacre des aigles du secteur 6 devant l'Union sportive des commerçants. La finale s'est déroulée au stade Monseigneur Jean Lessourd de Nouna en présence des autorités.

C'est sous la présidence d'honneur du Colonel Mamadou DJERMA, Ancien Grand chancelier des ordres burkinabè, sous le parrainage de Madame Edith Clémence YAKA, Ministre Délégué auprès du ministre de l'Economie des Finances et du Développement, chargé du Budget, que la finale de la coupe Jeunesse Unie de Nouna-16^e édition s'est déroulée sous le thème : « *Sport et Entrepreneuriat pour les Jeunes et Femmes* ». Cette finale a connu la participation des autorités coutumières et religieuses de la localité et de spectateurs sortis nombreux pour marquer leur intérêt.



Le représentant du promoteur.



Course cycliste dame.

En prélude à la finale, dans la matinée du samedi 19 novembre, une compétition de course cycliste hommes et dames a tenu en haleine les spectateurs. Celle des hommes a débuté avec au total 29 coureurs, elle s'est déroulée sur un circuit fermé de trois fois 18 kilomètres soit 54km. C'est Yacouba KINDO qui a franchi premier la ligne d'arrivée en 1h30mn33s soit avec une vitesse moyenne de 36km/h. Les femmes au nombre de 25 ont parcouru 18km et Safiatou ZELLA a été la gagnante avec une vitesse moyenne de 31,01km/h. La course des personnes en situation de handicap qui a marqué l'attention du public, reste la particularité de cette 16^e édition. L'association des personnes vivant avec un handicap s'est vu octroyer une enveloppe de 120 000 fcfa. Les

premiers en cyclismes hommes et dames ont reçu une moto chacun, des kits et portables et bien d'autres gadgets. Les 5 premiers de chaque groupe excepté les premiers, ont reçu chacun un vélo et d'autres lots. Tous les autres cyclistes obtinrent des primes d'encouragement. La remise d'un pied de manguier à la Mairaine a mis fin aux activités de la matinée.

A 15h, la grande finale de football a opposé les Aigles du secteur 6 à l'Union Sportive des Commerçants au stade Monseigneur Jean Lessourd. Les Aigles sont sacrés champions suite à un but marqué à la 53^{ème} minute par Boubacar L. BENON, meilleur attaquant de la compétition. Ils ont reçu la somme de 185 000fcfa, un jeu de maillot, un ballon et le trophée. L'équipe des Commerçants empoche la somme de 162 000fcfa, un ballon,

La suite à la page 5



ACTU RÉGION

La suite de la page 4

et un jeu de maillot.

Pour le colonel Alassane GUIRE, représentant le promoteur, le colonel major Mamadou TRAORE, l'avenir du pays dépend de la jeunesse. Il est donc urgent, selon lui, de former cette jeunesse, la soutenir et de l'outiller pour qu'elle puisse faire face aux défis de demain. « Nous l'invitons à la solidarité, à la combativité et d'ambition et d'en avoir pour slogan pour faire changer les choses. Nous continuerons à accompagner cette jeunesse et réfléchirons davantage voir quelle suite donner à cette initiative qui doit être porteuse de solutions au niveau du football et du cyclisme de la Kossi et même la nécessité d'associer la composante dite » a-t-il indiqué. Rendez-vous est pris pour la 17^e édition en 2017.



Issa KOLGA pour SCI

Les officiels.

Acces a l'information aux medias:

Un forum au profit des acteurs

Région du Nord

Pour favoriser l'accès aux sources d'information aux hommes de médias, le Centre National de Presse Norbert Zongo (CNP/NZ) a organisé un forum à Ouahigouya le vendredi 18 novembre 2016. Cette rencontre, Présidée par le Haut-commissaire de la province du Yatenga a réuni, en plus des journalistes, des responsables de l'administration publique et des forces de défense et de sécurité.

La situation de la liberté de presse

au Burkina Faso s'est, de nos jours, améliorée mais les hommes de médias rencontrent très souvent des blocages pour ce qui est de l'accès des sources d'information. Cela est dû souvent à la méconnaissance des lois par les différents acteurs agissant sur la chaîne de la collecte de l'information. Dans la perspective de briser cette barrière, le Centre national de Presse Norbert Zongo a organisé un forum à Ouahigouya qui a regroupé les agents de l'administration publique, les forces de défense et de sécurité et les journalistes de plusieurs régions pour une sensibilisation

au droit à l'accès à l'information.

Le forum de Ouahigouya, selon les organisateurs est le troisième du genre après ceux tenus à Bobo-Dioulasso et Ouagadougou. Mme le Haut-commissaire de la province du Yatenga représentant le Gouverneur de la région du Nord qui a présidé la cérémonie d'ouverture, a exprimé le bien fondé du présent forum à fin de situer, selon elle, les rôles des uns et des autres dans la collecte de l'information.

A l'occasion un panel a été animé

La suite à la page 6.



Suite de la page 5.



au profit des participants. Mme le Haut-commissaire avait à ses côtés, M. Jean Paul TOE, directeur général de l'observation des médias et des études au conseil supérieur de la communication, le capitaine YE, chargé de communication de l'état-major de la gendarmerie et Éric Sibiri KAM, juriste et spécialiste de l'accès à l'information à la retraite pour.

Des communications suivies d'échanges étaient aussi au menu. Me Arnaud Ouédraogo s'est entretenu avec les participants

autour du thème central du forum. Le Capitaine YE, de la gendarmerie a animé la dernière communication qui a porté sur la collaboration entre les journalistes et les agents de sécurité.

Dans la quête de l'information, les journalistes et les forces de sécurité ne font pas le plus souvent bons ménages. À travers les échanges bien nourris, il est rappelé à chaque partie ses droits et devoirs. Pour la clôture, les journalistes ont formulé des recommandations dans le sens de donner de tendresse à la

collaboration entre les forces de sécurité et les hommes de médias. La grande muette n'a pas manqué d'indiquer la conduite à tenir pour l'accès des documents en leur possession. C'est avec des sentiments de satisfaction que les participants se sont quittés à ce forum avec beaucoup d'acquis dans leurs missions respectives. Le dernier forum entrant dans le cadre de la sensibilisation des acteurs aura lieu à Fada.

Omar Clément Ouédraogo pour SCI

Premières journées portes ouvertes du CIRDES



Le CIRDES - Centre International de Recherche-Développement sur l'Élevage en zone Subhumide - organise ses premières portes à Bobo-Dioulasso (Burkina Faso), les 25 et 26 novembre 2016.

Ces journées auront pour thème général "La recherche de qualité au profit du développement de l'Élevage dans l'espace UEMOA".

Pour en savoir plus : http://www.ecames.org/communication/wp-content/uploads/2016/11/Annonce_JPO_CIRDES_novembre2016.pdf



Les travailleurs des collectivités territoriales de Banfora ont observés un sit-in de 48 heures

Région des Cascades



Les travailleurs des collectivités de Banfora.

Les agents des collectivités territoriales de Banfora ont observés un sit-ing de 48 heures pour protester contre certaines mesures prises par Mr. HEMA Aboubacar Maire de la commune de Banfora.

Les organisateurs de ce sit-in reprochent au maire nouvellement élu de Banfora, HEMA Aboubacar, d'avoir pris des décisions sans concerté le personnel de la marie ni les représentants de ces derniers pour une prise de contact. Les décisions du

maire contestées sont essentiellement celles concernant la nomination des agents à des postes de responsabilité. Les manifestants contestent donc les nominations du responsable des marchés de la mairie de Banfora, du directeur de cabinet du maire, le responsable des marchés, du directeur des affaires administratives, du directeur de matières transférées de la commune de Banfora.

Ils attendent donc du maire, l'annulation de ces nominations. Selon Seydou KONATE, délégué syndical des agents des collectivités

territoriales, les mesures prises par le maire de la commune de Banfora sont arbitraires. « Sans aussi avoir tenu la première session du conseil municipal des mesures ont été prise à l'encontre des travailleurs. Nous trouvons ces mesures d'arbitraire et non justifiées » a-t-il ajouté.

A l'entendre, Après ces manifestations de 48 heures, si rien n'est fait dans le sens de la prise en compte de leur doléance, ils iront en grève.

Jean-Paul YEKPAYE pour SCI



Communiqué de presse

Le Président du Faso aux Sommets Afrique-Monde arabe et de la Francophonie

Le Président du Faso, Son Excellence Monsieur Roch Marc Christian KABORE prendra part le 23 novembre 2016 à Malabo, en Guinée Equatoriale, au 4e Sommet Afrique-Monde Arabe. Les délégations venues des pays d'Afrique et du Monde Arabe vont se pencher, à l'occasion, sur le thème : « Ensemble pour le Développement Economique Durable ».

A côté de ses pairs du continent, le Président Roch Marc Christian KABORE, va s'investir durant ce sommet à promouvoir la coopération et à consolider les liens économiques qui unissent l'Afrique et le Monde Arabe. Le Sommet donnera lieu à des discussions sur plusieurs questions d'intérêt commun et d'actualité entre les plus hauts responsables africains et arabes. Après Malabo, le Président du Faso se rendra les 26 et 27 novembre 2016 à Antananarivo, à Madagascar, pour le 16e Sommet de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF).

Sur la grande île, vont se réunir de nombreux chefs d'Etat et de Gouvernement des pays francophones pour réfléchir sur le thème : « Croissance partagée et développement responsable : Les conditions de la stabilité du monde et de l'espace francophone ». Les dirigeants du monde francophone aborderont entre autres, les questions du développement durable et responsable, et de l'établissement de relations économiques plus justes et plus solidaires entre tous les Etats ayant en partage la langue française.

En marge de ces rencontres internationales, le Président du Faso aura des entretiens avec des personnalités politiques de premier plan et des partenaires économiques pour échanger sur les perspectives de coopération et d'investissement au Burkina.

La Direction de la Communication de la Présidence du Faso



Audience :

Le Premier ministre reçoit le Directeur général d'AFRICA50

Région du Centre



Le Premier ministre et son hôte.

Le Premier ministre Paul Kaba THIEBA a reçu ce lundi 21 novembre 2016, Monsieur Alain EBOISSE, Directeur général d'AFRICA50, une plate-forme d'investissements pour les infrastructures en Afrique et qui est détenue par

la BAD, les banques centrales africaines et plusieurs pays de ce Continent dont le Burkina Faso.

M. ABOISSE dit avoir eu des échanges fructueux avec Paul Kaba THIEBA qui a clairement affiché le souhait de son gouvernement de

mettre en œuvre le plus vite possible, les projets en infrastructures de notre pays. Un souhait également partagé par AFRICA50 dont le DG a assuré accompagner le gouvernement burkinabé dans ce sens par un appui financier et la mise à disposition de ressources humaines.



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

2ème Session ordinaire 2016 du CASEM du MINEFID :

Objectif, réussir la mise en œuvre du PNDES

Région du Centre



CASEM du ministère de l'économie.

Ce lundi 21 novembre 2016, s'est ouvert à Ouagadougou, la deuxième session ordinaire du Conseil d'Administration du Secteur Ministériel (CASEM) de l'année 2016 du Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement. La cérémonie d'ouverture de la session a été présidée par Mme Hadizatou Rosine COULIBALY/SORI, Ministre de l'économie des

finances et du développement.

A cette deuxième session du CASEM du Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement, les administrateurs vont échanger sur le thème : « La mise en œuvre du Plan National de Développement Economique et Social (PNDES), enjeux et défis pour le Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement

dans l'atteintes de ses objectifs. » Le thème qui vient à propos, au regard de la place capitale que le ministère de l'économie, des finances et du développement doit jouer dans la mise en œuvre réussie du PNDES. Lors de ce CASSEM, les administrateurs devront faire le bilan de l'année 2016, échanger sur les nouvelles orientations de madame le ministre de l'Economie, des finances et du développement pour la mise en

La suite à la page 11.



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 10.

œuvre des activités prévues dans le plan de travail annuel de 2017 et prendre de nouveaux engagements en vue d'impulser une nouvelle dynamique dans l'atteinte des objectifs assignés. A l'ouverture des travaux, Mme Hadizatou Rosine COULIBALY/SORI, Ministre de l'Economie des Finances et du Développement a relevé qu'à la date du 30 septembre 2016, malgré quelques insuffisances, le ministère a pu relever de nombreux défis entrant dans le cadre de ses missions. Au titre des acquis elle a cité : l'adoption du PNDES lors du conseil des ministres du 20 juillet 2016, l'adoption de la loi 020 du 22 juillet 2016 portant allègement des conditions d'exécutions des projets et programmes, l'adoption du projet de loi sur la réforme globale de la réglementation générale de la commande publique, la mise en service du système de liaison virtuelle (SYLVIE) pour les opérations d'importations, l'élaboration du premier budget de l'état sous forme de programme, l'élaboration du guide d'exécution du budget-programme,

l'adoption des outils informatique au cadre harmonisé des finances publiques, l'amélioration de la gouvernance du patrimoine de l'Etat, l'élargissement de l'assiette fiscale et la signature de plusieurs conventions avec les partenaires bilatéraux et multilatéraux, une meilleure gestion de la trésorerie de l'Etat, une amélioration de la lutte contre la fraude, le faux, l'amélioration des conditions de travail des agents du MINEFID à travers la mise à disposition de locaux et de moyens matériels plus adéquat etc.

L'ensemble de ces efforts conjugués a permis, selon Mme le ministre, la mobilisation de 1021,79 milliards de F CFA au 30 octobre 2016 au titre des ressources intérieures sur une prévision annuelle de 1286,83 milliards de F CFA soit un taux de réalisation de près de 80%. Quant aux ressources extérieures, 33 conventions de financement ont été signées avec les partenaires pour un montant total de plus de 414 milliards de F

CFA dans le domaine l'économie, la santé, la culture, l'éducation, la sécurité, l'eau et l'assainissement etc. Au regard de ces performances, le ministre de l'économie, des finances et du développement a encouragé et félicité l'ensemble des acteurs. Elle les a, par ailleurs appelé à plus d'engagement et de responsabilité. Pour ce qui est des perspectives, Mme Hadizatou Rosine COULIBALY/SORI, a souhaité pour l'année 2017, une meilleure organisation, la réduction des délais de traitement des dossiers (mise en œuvre du logiciel KIRA), la bonne conduite du Recensement général de la population et de l'habitat, la bonne planification et le suivi régulier des investissements, la promotion les financements par voie de partenariat public-privé, le renforcement les circuits et passations des marchés publics, mettre en place des cellules anti-corruption dans toutes les entités du ministère, et l'amélioration de la qualité des services informatiques.

AGENDA



BURKINA FASO

Du 28 au 29 novembre 2016

**10ème atelier de formation
en Assurance Qualité de
l'enseignement supérieur**



ANNONCES



UNIVERSITE CATHOLIQUE DE L'AFRIQUE DE L'OUEST (UCAO)
ECOLE SUPERIEURE POLYTECHNIQUE DE KAYA (ESPK)



A l'occasion de la clôture des activités de son

10^e
2006 - 2016
anniversaire

l'Ecole Supérieure Polytechnique de Kaya (ESPK) organise :

Samedi 03 décembre 2016

Journée Portes Ouvertes

Sous le parrainage de M^{me} le Gouverneur de la Région du Centre Nord

A partir de 8H30 :

- Panel sur la Thématique du Développement Durable.

4 sous-thèmes seront abordés :

- ★ **L'économie verte,**
- ★ **Les énergies renouvelables,**
- ★ **La construction en matériaux locaux,**
- ★ **La gestion des ressources en eau.**

- Exposition de :

Produits et Réalisations d'Entreprises : ZI MATERIAUX, SN MAVICO, LEGRAND, LNBTP, CARRURE, CCVA, BTI, YAM INTERNATIONAL, SAAT.

Mini projets des étudiants de l'ESPK : GC - GEII - GHR, FC/MGC

- Kermesse :

Boissons, jus, plats de diverses cultures, Grillades, jeux divers.

A partir de 20H00 : Nuit culturelle

Dimanche 04 décembre 2016

- 9h30 : MESSE D'ACTION DE GRACES

- 12h00 : KERMESSE

- 16h00 : MATCH DE FOOTBALL

Remerciements : • Conférence Episcopale Burkina Niger • Catholic Relief Service • Caisse Nationale de Sécurité Sociale • Economat diocésain Kaya • OCADES Kaya • Radio Notre-Dame Kaya • Direction diocésaine de l'enseignement catholique Kaya • Banque Of Africa • Clinique Notre de la Paix



L'ESPK : l'excellence pour mieux servir !



JOBS CAMPUS



Avis de recrutement

POSTE : UN REFERENT INTERVENTIONS MONETAIRES ET PROTECTION SOCIALE (H/F) – FRANCE

Description

Mission : Au sein du département Expertise et Plaidoyer et du service Sécurité Alimentaire et Moyen d'Existence, votre objectif sera de renforcer les capacités et l'expertise d'ACF en matière de cash et de protection sociale à travers des activités de recherche, de support technique, de renforcement de compétences et de développement stratégique et politique. Plus précisément, vous aurez les responsabilités suivantes :

Elaborer, animer et coordonner les activités sur la thématique Interventions monétaires et protection sociale

– Développer des stratégies d'intervention et de transmission de savoir (outils, guides et manuels) pour permettre aux missions d'intégrer ces thématiques dans leurs programmes

– Elaborer l'architecture, la mise en cohérence des stratégies pays en collaboration étroite avec les Opérations

– Animer des réunions techniques, formations et ateliers techniques

– Conseiller les référents techniques sectoriels

– Assurer les briefings et débriefings des équipes terrain le cas échéant

Favoriser les avancées techniques et le plaidoyer sur de nouvelles thématiques

– Assurer la veille technique et le suivi des politiques et stratégies

externes

– Animer le processus interne d'identification de nouvelles thématiques

– Développer des analyses ad hoc pour positionner ACF sur de nouvelles thématiques

– Se coordonner avec les référents techniques opérationnels, les référents secteur et le plaidoyer, pour promouvoir les bonnes pratiques et les messages clés.

Communiquer en interne et représenter ACF en externe sur les thématiques d'interventions monétaires et de protection sociale

– Développer et maintenir le réseau externe sur ces thématiques

– Participer et représenter ACF dans les fora, conférences et autres événements

– Contribuer aux actions de plaidoyer

– Assurer le partage d'information au sein d'ACF-International : rédaction de documents, participation active aux réunions et ateliers techniques, etc.

Ville Paris

Expériences / Formation du candidat

De formation supérieure en socio-économie, développement international, sécurité alimentaire, nutrition ou autre spécialisation en relation avec le poste, vous bénéficiez d'une expérience humanitaire de 5 ans dans des programmes d'interventions monétaires à grande échelle, dont au moins 1 an à un poste de coordination de programmes, dans des contextes d'urgence et de post-

crise. Connaissance et expérience poussées dans la définition, mise en œuvre et évaluation de programmes d'interventions monétaires. Une expérience sur la mise en place de systèmes de protection sociale pluriannuel (safety nets) serait un plus. Une expérience au siège d'une ONG est souhaitée

Langues parlées

Français et anglais courants impératif.

Qualité du candidat

Grandes capacités d'analyse et de synthèse. Aptitude à capitaliser les expériences. Volonté d'innovation.

Fonctions : Etudes, Recherche

Activités : Agriculture, Environnement, Social

Pays Europe, France

Contrat CDI

Durée du contrat

CDI, à compter de décembre 2016

Salaire / Indemnité

De 39 à 49 K€ bruts annuels sur 13 mois selon expérience, 21 jours de RTT, titres restaurant à 8 € (prise en charge à 60% par ACF), complémentaire santé (prise en charge à 80% par ACF), remboursement 50 % transport en commun.

Postuler en ligne <http://recrutement.actioncontrelafaim.org/positions/view/2213/Un-Rfrent-Interventions-Montaires-et-Protection-Sociale-HF>

Date de fin de validité

04/12/2016



 **Avis de recrutement**

**POSTE : Protection de l'enfance
gestionnaire de projet adjoint et de
l'éducation**

Description

Nous recherchons pour notre
délégation en Irak pour une

Protection de l'enfance gestionnaire
de projet adjoint et de l'éducation

Emplacement et conditions de
travail : Kirkuk - Irak

Taux d'activité : 100%

Date de début du message :
21/11/2016

Durée : 3 mois

Date limite : Terre des hommes ne
fixe pas les dates de fermeture pour
ce poste ; le recrutement est en
cours jusqu'à ce que le poste soit
comblé.

Conditions :

Poste d'agent de programme junior
suisse salarié contrat 1800 CHF nets
/ mois x 13 fois (+ candidat Retenue
AVS pour la Suisse). Vacancy 25 jours
/ an, Assurance maladie, accident
et rapatriement médical assurance,
l'emplacement, le vol de retour.

Contexte :

Vous pouvez trouver toutes nos
interventions en Irak:

[https://www.tdh.ch/en/our-
interventions/iraq~~number=plural](https://www.tdh.ch/en/our-interventions/iraq~~number=plural)

Principales responsabilités :

Le gestionnaire de projet Protection
adjoint pour l'enfance est d'aider et
de travailler sous la supervision du
coordonnateur sur le terrain. Il / Elle

est responsable de la mise en œuvre
et la supervision directe du projet
de protection des enfants à Kirkouk.

Il / elle sera prise en charge par un
gestionnaire Tdh CP, dans le but de
superviser et de renforcement de
l'équipe de protection de l'enfance
partenaire local et les capacités
de la communauté, par le biais
d'une délégation progressive des
responsabilités.

Il / elle soutient et supervise le
partenaire équipe de protection
des enfants en charge de la mise en
œuvre des activités du programme.
Il / elle travaille en ligne avec la
stratégie du projet de CP défini. Il /
elle travaille en étroite coordination
avec les agences gouvernementales
et non-gouvernementales, avec le
système de cluster, pour développer,
contrôler et orienter le projet de CP.

Il / elle agit également en tant que
responsable technique sur tous
liés à l'éducation. Il / elle devrait
déboucher sur des évaluations
liées à l'éducation, la conception
du programme et la mise en œuvre
à la proposition et le niveau de la
stratégie, ainsi que le soutien à la
collecte de fonds, le recrutement et
l'approvisionnement, de liaison et
de liaison avec les autres secteurs de
la protection générale et de l'enfant
en particulier. Il / elle supervise le
suivi et l'évaluation des activités
d'éducation et soutient l'éducation
travaillant la coordination du
groupe.

Il / elle suit Champ stratégie de
coordonnateur pour travailler avec
toutes les autorités compétentes
au niveau du district et au niveau
communautaire (civil, religieux, de
la police et tous les autres services)
pour une meilleure mise en œuvre,
l'acceptation et l'appropriation dans

l'amélioration des conditions pour
protéger les enfants.

Détails Fonctions :

Gestion de la ligne et de gestion des
ressources humaines

Supervision quotidienne des
membres de l'équipe de protection
de l'enfance de partenaires

Participe au recrutement de l'équipe
de CP et la révision des descriptions
de poste.

Assure toute l'équipe a une
compréhension claire du mandat
Tdh CP et projet

Diriger et gérer le personnel, en
encourageant le travail d'équipe
efficace et assurer la supervision
et l'orientation, y compris une
rétroaction régulière et constructive.

Rapports d'incidents et les difficultés
rencontrées avec tous les membres
du personnel au coordonnateur sur
le terrain

Organise et conduit des réunions
d'équipe hebdomadaires et fournit
la mise à jour du programme
hebdomadaire et plan de circulation
au coordinateur sur le terrain

Gestion de projet

Développer, mettre en œuvre et
surveille les projets de protection
de l'enfance et de l'éducation dans
son / sa région, conformément aux
objectifs multiples, les activités
et les objectifs énoncés dans les
propositions des donateurs actuels
et en ligne avec les budgets des
projets.

Veiller à ce que les activités soient
correctement contrôlées et évaluées
et propose, lorsque cela est jugé
nécessaire, des modifications à la
stratégie de protection et l'éducation

La suite à la page 15.



La suite de la page 14

des enfants, en consultation avec le gestionnaire de CP et le coordonnateur du programme.

Contribuer aux évaluations initiales et régulières des projets de protection de l'enfance et de l'éducation et de l'impact des activités.

Les prévisions et le suivi des dépenses liées aux projets de protection de l'enfance et de l'éducation.

Participe à des exercices de révision du budget.

Prépare les demandes d'achat en temps opportun en ligne avec la protection de l'enfance et les besoins des gestionnaires de projet de l'éducation.

Prend en charge les actions requises par l'administration liée à la gestion de l'équipe de protection et de surveillance.

Identifie les besoins logistiques et de soutien d'administration liés aux CP et de l'éducation des projets et communique ces dans le journal concerné / personne de soutien admin

Compétences techniques

Connaissance des CPMS est nécessaire

Expérience en gestion de PSS et le cas est un atout

Capacité d'établir une voie de recours pour les cas graves sous la supervision et les conseils du gestionnaire de CP et coordinateur de terrain

Stratégie et planification du projet

Sous la supervision du coordonnateur sur le terrain et le

coordonnateur du programme, participe à l'élaboration de stratégies et objectifs d'améliorer le soutien aux bénéficiaires et de contribuer activement à son suivi, l'évaluation et la révision

Participe à des évaluations de CP et de l'éducation.

Participe à l'examen de la stratégie de Tdh en Irak si demandé.

Base de données

Superviser la mise en œuvre des outils de base de données

Assure les procédures et le dépôt de la protection des données correctes.

Capacité à construire

Coordonne le soutien de renforcement des capacités pour le CP et l'équipe de l'éducation, les autorités locales compétentes, et les travailleurs communautaires et les groupes communautaires, tel que requis par le projet, en particulier sur les activités de loisirs et de jeux, PSS, et la gestion des cas.

Fournir un appui technique aux CP et l'équipe de l'éducation des membres, au besoin.

Coordination

Travailles-en étroite collaboration et en consultation avec le gestionnaire de CP

Coordonne avec d'autres secteurs de Tdh pour assurer la mise en œuvre des activités standardisées.

Travailles-en étroite collaboration et en consultation avec les structures gouvernementales disponibles, les acteurs non gouvernementaux, système de cluster et des représentants communautaires

Coordonner avec les autres ministères (programme et d'appui) que nécessaire.

Représentation

Représente Tdh en foras et des réunions tenues au niveau communautaire et de l'emplacement.

Développe un réseau pour faciliter l'acceptation du projet et la contribution et la propriété du titulaire de la participation.

Participer au Groupe de travail sur la protection des enfants dans son / sa région d'affectation

Compte-rendu

Fournit compilées réunion minutes rapports au coordonnateur sur le terrain, y compris les plans de mouvement.

Assure une analyse des données mensuelles rapports sont soumis

Participe aux donateurs des rapports sur les activités de CP

À la fin de la mission, présente des notes de transfert.

Se conformer au règlement de sécurité Tdh.

Rapports d'incident de sécurité / sécurité et / ou un risque pour le coordonnateur de terrain

Informe le personnel CP sous son / sa supervision sur les règles de sécurité définies par le coordonnateur de terrain

Politique sauvegarde des enfants

Engager à respecter la politique de sauvegarde de l'enfance. Signes du Code de conduite

Signaler les cas graves d'abus sur

La suite à la page 16.



JOBS CAMPUS

La suite de la page 15.

les enfants identifiés par l'équipe de protection des enfants au coordonnateur sur le terrain. La stricte confidentialité doit être respectée.

Autres

Entreprendre toutes les autres tâches qui peuvent être déterminées par le coordonnateur sur le terrain ou le coordonnateur du programme et qui sont compatibles avec le travail.

Maintenir et assurer une culture de la stricte confidentialité - le personnel inter Tdh et entre le personnel Tdh et les employés non Tdh.

Connaissance :

Diplôme d'études professionnelles ou un diplôme universitaire en études sociales

Une expérience antérieure avec une ONG est obligatoire

Une expérience préalable en réponse d'urgence est appréciée

Expérience en gestion de projet est apprécié

Expérience en matière de protection, notamment la protection des enfants

Compétences :

Qualités requises : organisé, sens des relations humaines, la diplomatie, les compétences de communication, capacité à travailler sous pression

Souhaitable : proactif, autonome, rigoureux, analytique, la volonté et la motivation à travailler dans un contexte international et interculturel

Excellente anglais écrit et parlé

La connaissance de l'arabe est un atout

La connaissance du / contexte syrien Irak serait un avantage distinct

Nous offrons un travail passionnant et varié, utile et significative, dans une équipe qui veut faire une différence pour les enfants vulnérables.

Êtes - vous intéressé ? Voulez - vous faire face à ce défi ?

Procédure :

S'il vous plaît postuler sur notre site Web : www.tdh.ch/en/jobs Nous n'envisageront des applications en ligne complets correspondant au profil requis. Votre demande doit comprendre un CV complet et une lettre d'accompagnement.

Si vous n'êtes pas sur la liste restreinte, votre dossier sera détruit par nous, selon les règles de protection des données.

Si vous faites face à des difficultés dans l'application en ligne, s'il vous plaît contacter notre département RH : rh@tdh.ch

Terre des hommes offre des conditions de travail égales pour les hommes et les femmes. En outre, pour les candidats ayant des qualifications équivalentes et pour les postes ayant des responsabilités, les candidatures féminines sont fortement encouragées.

Les procédures de recrutement et de sélection de Terre des hommes reflètent notre engagement pour la sécurité et la protection des enfants.

Ville Kirkuk

Fonctions A u t r e ,
Coordination, Gestion de projet

Activités Autre

Pays Moyen Orient, Irak

Contrat CDD

Postuler en ligne www.tdh.ch/en/jobs

Date de fin de validité
20/12/2016



JOBS CAMPUS



Avis de recrutement

Poste : Coordinateur Réduction de Risque de Catastrophe (RRC) – Mali

Description

A propos d'ACTED

Depuis 1993, l'ONG ACTED répond aux besoins humanitaires des populations dans les situations de crise et au respect de leur dignité, tout en favorisant et mettant en œuvre des opportunités pour un développement durable, en investissant dans les potentiels de l'Homme. ACTED s'engage à répondre aux urgences et à développer la résilience face aux situations de crise, à co-construire une gouvernance effective, et à promouvoir une croissance inclusive et durable. Nous œuvrons sur le dernier kilomètre de l'action humanitaire : notre mission est de sauver des vies et de répondre aux besoins essentiels des populations dans les zones les plus difficiles d'accès. Chaque année, nous mettons en œuvre plus de 490 projets auprès de 11 millions de bénéficiaires dans 35 pays, grâce à une équipe de 4300 employés nationaux et 300 employés internationaux. Plus d'informations sur www.acted.org

Contexte du poste et principaux défis

ACTED est présente au Mali depuis avril 2012 en réponse à la crise complexe que subit le pays par des projets d'urgence. ACTED intervient dans différentes régions du Mali et met en œuvre des projets en matière d'eau, d'hygiène et d'assainissement (EHA) ; en matière de promotion de la santé, de protection et cohésion sociale, de sécurité alimentaire et de nutrition ; et de réponse aux inondations.

Rôle et principales responsabilités

Sous l'autorité du Directeur pays, le Coordinateur RRC sera responsable de:

– La coordination et du suivi de la mise en œuvre des activités de réduction des risques et des catastrophes du projet ARC, d'en définir les modalités

de mise en œuvre, les outils et les méthodologies et de renforcer les compétences des équipes du projet dans le domaine de la réduction des risques et des catastrophes ;

– Du développement des formations pour la Direction Nationale de la Protection Civile (et ses délégations régionales), SCAP-RU et les autorités locales en matière de réduction des risques de catastrophes ;

– La représentation d'ACTED dans le comité technique du consortium ;

– La coordination entre les équipes programmes de l'ARC, la Direction Générale de la protection civile et le consortium.

Ville : Bamako, avec déplacements ponctuels dans le Nord Mali

Expériences / Formation du candidat

Master (ou équivalent) en coopération internationale, sciences naturelles, ou tout autre secteur en lien ;

Connaissance du système d'aide et habilité à comprendre le système des bailleurs de fonds et des gouvernements ; au moins 3 années d'expérience professionnelle sur le terrain ;

2 années d'expérience en gestion de projets spécifiquement dans le domaine de la gestion des risques de catastrophe, de préférence en Afrique ;

Connaissances avérées dans le domaine de la RRC et familiarité avec les méthodes participatives et inclusives d'Etude Participative des Risques, Vulnérabilités et Capacités communautaires (EPVC) ;

Capacité à coordonner et gérer une équipe et des projets ;

Capacité organisationnelle ;

Forte flexibilité, compétences interpersonnelles et compétences de négociation ;

Forte habilité à travailler dans un

contexte interculturel ;

Habilité à travailler sous pression ;

La connaissance d'une langue locale et/ou régionale est un plus ;

Capacité à travailler en français et anglais.

Langues parlées

Français, Anglais

Fonctions : Animation, Formation, Assistance, Secrétariat, Traduction, Autre, Communication, Coordination, Gestion de projet, Encadrement, Direction, Etudes, Recherche, Organisation, Administration, Ressources Humaines, Technicien spécialiste

Activités : Agriculture, Environnement, Animation, Formation, Education, Appui institutionnel, Décentralisation, Autre, Droit, Economie, Finance, Administration, Génie civil, Hydraulique, Informatique, Communication, Logistique, Mécanique, Ressources Humaines, Santé, Social

Pays : Afrique, Mali

Contrat CDD

Durée du contrat

24 mois

Salaire / Indemnité

Salaire : Selon les grilles ACTED

Avantages : Billets d'avion, logement, nourriture, assurance rapatriement, assurance santé

Documents à envoyer

Envoyez votre candidature (CV + lettre de motivation + références) à jobs@acted.org avec pour objet :

Ref: DRRTC/MAL/SA

Email de la personne contact jobs@acted.org

Date de fin de validité 15/12/2016



ANNONCES

9^e Prix CSRS-Fonds Eremitage 2017

pour la Recherche
Scientifique en
Partenariat

Créé à l'occasion du cinquantenaire du Centre Suisse de Recherches Scientifiques en Côte d'Ivoire (CSRS) en 2001, le « Prix CSRS-Fonds Eremitage pour la recherche scientifique en partenariat » est décerné tous les deux ans par la Fondation pour le CSRS. A partir de 2011, il est attribué avec le soutien financier du Fonds Eremitage à Bâle (Suisse).

BUT
Le « Prix CSRS – Fonds Eremitage pour la recherche scientifique en partenariat » a pour but d'honorer des chercheurs pour l'excellence de leur contribution à la recherche en partenariat entre des institutions scientifiques au Nord et en Côte d'Ivoire et/ou dans des pays d'Afrique de l'Ouest. Il est décerné pour des travaux de haut niveau ayant débouché sur des publications importantes et/ou des applications novatrices.

Seront pris en considération les projets en sciences naturelles et biomédicales aussi bien qu'en sciences humaines, sociales ou économiques dans les domaines suivants qui peuvent être traités de manière transdisciplinaire :

- Biodiversité et écologie comportementale
- Sécurité alimentaire et nutrition
- Parasitologie humaine et animale
- Environnement urbain et santé publique
- Changements climatiques et cadres de vie
- Gouvernance, mobilité, risques et conflits

APPEL À CANDIDATURE

Le règlement ci-après stipule les conditions d'attribution.

PRIX

Le Prix est de **CHF 10'000.- (dix mille francs suisses)** pour une équipe d'au moins deux chercheurs Nord-Sud ou Sud-Sud. La décision sera communiquée suffisamment tôt pour permettre aux lauréats de se rendre à la cérémonie de la remise du Prix au CSRS.

CANDIDATS

Peuvent être candidat/es des scientifiques reconnu/es tant pour l'excellence de leurs travaux de recherche en Côte d'Ivoire et/ou en Afrique de l'Ouest que pour leur engagement dans la coopération en partenariat Nord-Sud ou Sud-Sud. Les candidats doivent être des chercheurs principaux du projet et avoir pris une part active à sa conception ainsi qu'à l'exécution de la recherche et à la mise en oeuvre de l'application des résultats. Ils doivent avoir fait preuve de leurs compétences analytiques et méthodologiques ainsi que de leurs capacités de travail sur le terrain et avoir publié dans des revues de renommée internationale dans leur domaine.

NOMINATIONS

- Les membres des facultés des universités et institutions de recherche au Nord et au Sud, impliqués dans un travail de recherche en partenariat, peuvent soumettre une ou plusieurs nominations pour le Prix.
- Des équipes de chercheurs sont aussi autorisées à soumettre leur candidature, pour autant que chaque chercheur remplisse les conditions requises des candidats.

Le dossier des nominations (en français ou en anglais) contiendra:

1. Les nom, adresse, téléphone et adresse électronique du/de la proposant/e, resp. de l'équipe candidate
2. Une description des résultats scientifiques et la brève présentation des travaux de recherche et de leurs applications (max. 1 page)

3. Une description de l'engagement personnel des candidat/es et une explication brève des raisons qui ont conduit à la proposition de nomination, resp. à la soumission de la candidature pour le Prix (max. 1 page)
4. Les CVs avec adresse, les affiliations et la liste des publications des candidat/es
5. Une description de la relation entre celui ou celle qui a soumis la proposition et les candidat/es, resp. entre les candidat/es partenaires
6. Trois références qui pourront juger des qualifications des candidat/es.

CRITERES DE SELECTION

Le Prix sera attribué selon les critères suivants:

- l'originalité des projets et de leurs résultats scientifiques
- la prise en compte de l'applicabilité et de l'utilité des résultats pour le développement
- l'engagement des candidat/es dans la collaboration en partenariat
- la qualité de la proposition soumise.

COMMISSION DE SELECTION

La Commission chargée de l'attribution du Prix est composée de:

Président :

Dr Olivier Girardin, vice-président de la Fondation pour le CSRS

Membres :

Dr Silvia Hostettler, Ecole Polytechnique Fédérale de Lausanne, Suisse; **Prof. Chantal Akoua Koffi**, Département de Biologie, UFR des Sciences médicales de Bouaké; **Prof. Francis Akindes**, Sciences sociales, Université d'Allassane Ouattara, Côte d'Ivoire; **Pascal Rouamba**, bureau de la coopération Suisse, Burkina Faso; **Prof. Emmanuel Frossard**, président de la Fondation pour le CSRS; **Prof. Michel Sédogo**, directeur de recherche à l'INERA/CNRST, Ouagadougou, Burkina Faso; **Prof. Jürg Utzinger**, directeur de l'Institut Tropical et de Santé publique Suisse.

La Commission est habilitée à faire appel à des experts pour la conseiller. Elle se réserve le droit de ne pas attribuer le Prix au cas où aucun dossier ne satisfait aux conditions de sélection. Les décisions de la Commission sont irrévocables.

DELAI DE SOUMISSION

Le délai pour le dépôt des dossiers de nomination pour le 9^e Prix, qui sera décerné en 2017, est fixé au **15 janvier 2017**.

ADRESSE DE LA COMMISSION DE SELECTION ET INFORMATION

Dr Olivier Girardin, président « Prix CSRS-Fonds Eremitage pour la recherche scientifique en partenariat », FRI, Courtemelon-CP-65, 2852 Courtételle
tél +41 32 420 74 22, olivier.girardin@frij.ch



Accédez aux différents Prix et Bourses du CSRS via le QR ci-dessus

CSRS
Conseil de Fondation
Centre Suisse de Recherches
Scientifiques en Côte d'Ivoire





Des questions de la recherche

Des questions des Universités

Des questions des Ecoles

Des questions d'Actualité

Des questions d'emplois

*Les réponses dans Sciences-Campus Info au quotidien
en version numérique à télécharger.*

PHARMACIES DE GARDE DE OUAGADOUGOU

19 11 2016 AU 26 11 2016 Groupe 1

AVENIR	22625361338	MAGNIFICAT	22625412990
BAOWENDSOM	22625414499	MARE	22625341128
BEATITUDES	22625374711	MONDEROU	22625340528
BENAIA	22625372830	NOUVELLE	22625306133
CAMILLE	22625366127	PANACEA	22625366688
CARREFOUR	22625332310	PELEGA	22625350501
CENTRE	22625311660	RAJIB TIGA	22625407588
DESA	22625475050	RIVAGE	22625341939
ELITE	22625419177	SAINT BERNARD	22625451482
GOULMOU	22625436305	SAINT JEAN	22625370033
INDEPENDANCE	22625312717	SILMISSIN	22625372013
JOBER	22625455175	SILOE	22625315068
KABORE DOMINIQUE	22625384884	SONG TAABA	22625366462
KENEYA	22625307138	ST FRACOIS D'ASSIZE	22625368585
KOSSODO	22625356304	TRYPANO	22625332941
LIBERTE	22625307452	WEND LA LAAFI	22625431213

ADRESSES UTILES

Ouagadougou

Pompiers: 18/ 25 30 69 48/ 30 69 47
Hôpital ambulance: 25 30 66 44 /45
ONEA: 22 22 76/77 25 34 34 60 - 80 00 11 11
SONABEL: 25 30 61 00
Aéroport: 25 30 65 15
Police secours: 25 30 71 00
Gendarmerie: 25 31 33 40

Bobo-Dioulasso

Pompiers: 18
Hôpital ambulance: 20 97 00 45/ 20 97 00 44
ONEA: 20 97 65 65/ 20 97 00 09/10 - 80 00 11 11
SONABEL: 20 97 00 60 / 98 22 30
Aéroport: 20 97 00 70
Burkina secours: 20 97 01 43
Police secours: 17
Gendarmerie: 20 97 00 59/ 20 97 00 33

Fondé le 26 août 2013.

02 BP 5805 Ouaga 02
Burkina Faso
Tél: + 226 76609721
E-mail: redaction@sc-mail.info
Site web:
www.sciences-campus.info

Publications semestrielles et quotidiennes

Autorisations
n°5509P /2013/ CAO/TGLO/P.F.
n°1238/2016/CAO-TGI/OUA/P.F

Administration
OTC
Fondation Sciences-Campus

Directeur de publication
Siaka GOW

Directrice des rédactions
Eliane Bayala

Equipe de reportage
- Aris KUSIELE Somda
- Bernadette Dembélé
- Valentin Mano
- Rélwendé Hervé Roamba
- Bernard M' Pempé Hien

Correspondants des provinces du Burkina

- Karim Ouattara
- Francois blanc
- Boureima Sogoba
- Augustin Irwaya Ouedraogo
- Tigiane Antoine Ki
- Blaise Sama
- Jean Paul Yekpaye
- Grégoire Zongo
- Mamadou Goh
- Désiré Guigma
- Jérôme Bissyendé
- Yves Sanou
- Frédéric Po0da
- Valentin Ouedraogo
- Blaise Sama
- Diloma Jacques
- Moumouni Guio
- Nicole Ouedraogo
- Amédée Silga
- Karim Koala
- Ouaboué Bakouan
- Albert Tarpaga
- Paul Soma
- Arjouman Saganogo
- Joseph Kaboré
- Valentin Singbéogo
- Issa Sepama
- Hermann Toé
- Steven Issouf Barro

Correspondants pays

Montage
Eliane BAYALA
Oeil du professionnel

Distribution
Téléchargeable sur:
www.sciences-campus.info

Abonnement, insertion, couverture médiatique

+226 76609721
+226 72080505
+22672080303

E-mail: redaction@sc-mail.info

Représentation Bobo Dioulasso
Tél: +226 20954746
+226 72070909



Universités & Ecoles à consulter pour la rentrée 2016-2017



ISC-BOBO

Ecole Supérieure des Sciences et Technologies

*Les bacheliers sont informés de l'ouverture des inscriptions en
1^{ère} et 2^{ème} année dans les filières suivantes :*

1. Sciences et Technologies de l'Eau, de l'Environnement et de l'Energie, option :
 - Infrastructures Hydrauliques
 - Eau et Assainissement
 - Génie Electrique et Energétique
 - Génie Civil
2. Banque et Microfinance, option :
 - Banque
 - Microfinance
 - Assurance
3. Génie Informatique, option :
 - Système d'Informations et Réseaux
 - Réseaux Informatique et Télécommunication
4. Gestion des ONG et des Associations, option :
 - Gestion et Organisation des Entreprises
 - Gestion des Projets
 - Gestion des ONG
 - Gestion des Associations
5. Autres filières disponibles
 - Marketing
 - Transport logistique
 - Finance-Comptabilité
 - Communication

*Situé au centre de la ville de Bobo, Avenue Guillaume Ouédraogo/Immeuble Sanga Mady 1^{er} et
2^{ème} étage*

01 BP 2530 Bobo-Dioulasso 01

Tél : +226 72 07 09 09 / +226 20 95 47 46/ +226 72 08 03 03/ +226 70 01 05 05 / +226 77 20

00 26 / Email : isc@iscbobo.com /Site WEB : www.iscbobo.com



Universités & Ecoles à consulter pour la rentrée 2016-2017

FONDATION SCIENCES-CAMPUS

I S C-BOBO

Ecole des Sciences et Technologies de Bobo
Dioulasso

01 BP 2530 Bobo Dioulasso 01
Tél. : 00226 20954746
Email : isc@sicbobo.com



Burkina Faso

Unité-Progrès-Justice

APPEL A CANDIDATURES

Pour le recrutement d'étudiants de la 2e Promotion de

Licence en Sciences et Technologies de l'Eau, de l'Environnement et de l'Energie (STEEE)

Le Président de la Fondation Sciences-Campus informe le public de l'ouverture des inscriptions pour le **recrutement de la deuxième promotion d'étudiants de Licence en Sciences et Technologies de l'Eau, de l'Environnement et de l'Energie, à l'Institut Supérieur des Sciences et Technologies (ISC-Bobo) pour la rentrée 2016-2017.**

Compétences visées : A l'issue de la formation, le titulaire de la Licence (Bac +3) disposera :

- Des connaissances en sciences de base et informatique appliquée,
- Des connaissances en techniques de base,
- Une approche des métiers à travers les enseignements de techniques appliqués dans les domaines, des Infrastructures Hydrauliques, de l'Eau et Assainissement, du Génie Electrique & Energétique, du Génie Civil, du Système d'Information et des Mines.

Débouchés : A l'issue de cette formation de six (6) semestres, le titulaire de la Licence aura acquis un bon niveau pour la poursuite des études en Master d'ingénierie ou intégrer le milieu professionnel.

Modules : Un tronc commun consacré aux enseignements en Sciences de base (Mathématiques, Biologie, Chimie, Géologie, électrotechnique...), Techniques de base (Calcul de structures, Hydraulique...), Techniques appliquées (Topographie, Dessin Technique, Génie Civil...) et les enseignements spécifiques selon les options.

Options /Filières de spécialisation: au sixième semestre les options sont orientées en :

- Infrastructures Hydrauliques
- Eau & Assainissement

- Génie Electrique & Energétique
- Génie civil

Conditions d'accès : la Licence STEEE est ouverte aux titulaires de Baccalauréat pour six semestres d'études donc 3 ans et aux titulaires des diplômes suivant ou leurs équivalents : DEUG, DUT, BTS pour deux semestre d'études donc 1 an.

Frais de scolarité : Formation : 275.000 FCFA /an, Frais d'inscription : 5.000 FCFA, Frais de session/en cas de reprise: 15.000 FCFA/UE

Autres frais : sont à la charge des étudiants, les frais de tenue universitaire, des feuilles de devoir, d'assurance pour les étrangers, de bibliothèques, les frais de transports et autres frais personnels.

Dossiers : Attestation ou dernier diplôme + Carte d'Identité et Fiche d'inscription à déposer au service de l'orientation au plus tard le 30 Septembre 2016 ou envoyer à ISC Bobo 01 BP 2530 Bobo Dioulasso 01.

Début des cours : 15 Octobre 2016 sur le campus au centre-ville de Bobo Dioulasso, Avenue Guillaume Ouedraogo.

**Le Président,
Siaka GOW**

Adresse : Avenue Guillaume Ouédraogo/Immeuble Sanga Mady/ 01 BP 2530 Bobo-Dioulasso 01 /

Tél. : +226 95 20 47 46 / +226 72 08 03 03/ +226 72 07 09 09/ +226 77 20 00 26

Email : isc@iscbobo.com / www.iscbobo.com / Skype : iscforum



ANNONCES

1/2 PAGE

ESPACE RÉSERVÉ POUR VOS ANNONCES

+226 72 08 03 03

1/4 PAGE

ESPACE RÉSERVÉ POUR VOS ANNONCES

+226 72 08 03 03



Les Offres de bourses

BIN /SANS
MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT
SUPERIEUR, DE LA RECHERCHE
SCIENTIFIQUE ET DE L'INNOVATION

SECRETARIAT GENERAL

CENTRE NATIONAL DE L'INFORMA-
TION,
DE L'ORIENTATION SCOLAIRE ET
PROFESSIONNELLE, ET DES BOURSES



Le Ministre

BURKINA FASO
Unité-progrès- justice

Ouagadougou, le 08 juillet 2016juillet 2016

N° 2016- 000677/MESRSI /SG/CIOSPB/
DBAF

A

Tout étudiant candidat à la bourse nationale de 2nd cycle en Afrique

Objet : Informations relatives aux bourses nationales de
2nd cycle

Il est porte à la connaissance des étudiants désireux d'entreprendre des études de 2nd cycle en Afrique que l'octroi de la bourse répond a des critères définis a l'article 45 du décret 2008-865/PRES /PM/ MESSRS /MEF/MFPRE/MJE du 30 décembre 2008 portant définition des divers régimes de bourses d'études au Burkina Faso et fixation des modalités de leur contingentement .

I. MODALITES ET CONDITIONS D'ATTRIBUTION

Les bourses de 2nd cycle sont attribuées, dans la limite du contingentement en cours, aux étudiants de nationalité burkinabè remplissant les conditions suivantes :

- Etre titulaire d'un BTS, d'un DTS, du diplôme d'ingénieur des travaux, d'un DUT ou d'une licence, avec au moins la mention « assez bien »,
- Avoir 26 ans au plus.

Les bourses sont attribuées au regard des besoins de développement du Burkina Faso.

Les filières et les lieux de formation retenus pour les bénéficiaires sont aussi fonction de ces priorités et de correspondent pas nécessairement aux souhaits manifestés. Les inscriptions obtenues indépendamment par des étudiants suite à leurs démarches personnelles n'entraînent pas l'octroi systématique de la bourse nationale.

II. COMPOSITION DU DOSSIER

Toute demande de bourse de 2nd cycle doit recueillir l'avis de l'université du postulant avant l'examen du dossier par la commission nationale des bourses d'études et des stages (CNBES)

Le dossier de candidature doit comporter les pièces suivantes :

- Une demande manuscrite timbrée a 200f CFA (timbre fiscal) adressée a monsieur le Ministre de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'innovation. Cette demande doit porter sur sa troisième page, les avis des supérieurs hiérarchiques (Chef de département, Directeur d'UFR , d'Institut ou d'Ecole, Président d'Université) du postulant et la décision du Ministre de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation sur

la quatrième page ;

- Un extrait d'acte de naissance
- Un certificat de nationalité burkinabè
- Les copies légalisées des diplômes (ou attestation des diplômes) :
- Du baccalauréat, du DUT/DTS /BTS, de la licence ou du diplôme d'ingénieur des travaux ;
- Des relevés de notes des deux (02) OU trois à (03) dernières années d'études ;
- Un curriculum vitae
- Une attestation de préinscription et un document indiquant les coûts de la formation sollicitée ;
- Une lettre de motivation

IL est rappelé aux candidats que les établissements privés ne sont pas éligibles aux bourses nationales.

En raison des difficultés d'inscription et du faible quota de bourses allouées, ne seront pris en compte pour la compétition que les candidats remplissant les conditions et disposant du diplôme de DUT/ DTS BTS, de licence ou du diplôme d'ingénieur des travaux au moment des travaux de la commission nationale des bourses d'études et de stages (CNBES)

Les Candidats déjà titulaires de la maitrise ne sont pas éligibles à la bourse nationale de second cycle.

La date limite de réception des dossiers de candidatures au Centre National de l'Information, de l'Orientation Scolaire et Professionnelle, et des Bourses (CIOSPB) est fixée au vendredi 25 novembre 2016.

P/Le Ministre et par délégation, le
Le Secrétaire général
Pr Tanga Pierre ZOUNGRANA
Chevalier de l'Ordre national



56^e ANNIVERSAIRE DE L'INDEPENDANCE KAYA 2016



**THEME: « DEMOCRATIE, DEFIS SECURITAIRES
ET PROGRES ECONOMIQUE ET SOCIAL »**